

SERVICES PARTAGÉS CANADA

Invitation à se qualifier pour Véhicule d'approvisionnement des services infonuagiques du gouvernement du Canada (Infonuagiques GC)

N° DE L'INVITATION À SE QUALIFIER	32099	DATE	7 septembre 2018
N° DE DOSSIER GCDOCS		N° DE RÉFÉRENCE DU SEAG	PW-18-00841719

BUREAU ÉMETTEUR	SERVICES PARTAGÉS CANADA 180, RUE KENT, 13^E ÉTAGE OTTAWA (ONTARIO) K1P 0B5	
AUTORITÉ CONTRACTANTE (L'autorité contractante est le représentant de SPC pour tous les commentaires et toutes les questions portant sur le présent document.)	NOM	KEVIN BROMFIELD
	N° DE TÉLÉPHONE	613-218-2529
	COURRIEL	SSC.PVRCLLOUD-ARFNUAGE.SPC@CANADA.CA
	ADRESSE POSTALE	MÊME QUE CELLE DU BUREAU ÉMETTEUR CI-DESSUS
DATE ET HEURE DE CLÔTURE (Veuillez noter la date et l'heure de clôture applicables à chaque volet de l'invitation à se qualifier.)	VOLET 1	11 OCTOBRE 2018 À 14 H
	VOLET 2	25 OCTOBRE 2018 À 14 H
FUSEAU HORAIRE	HEURE AVANCÉE DE L'EST (HAE)	
DESTINATION DES BIENS OU DES SERVICES	SANS OBJET – PROCESSUS DE SÉLECTION PRÉALABLE UNIQUEMENT	
COURRIEL AUQUEL LA RÉPONSE DOIT ÊTRE ENVOYÉE AVANT LA DATE DE CLÔTURE	SSC.PVRCLLOUD-ARFNUAGE.SPC@CANADA.CA	

SERVICES PARTAGÉS CANADA

Invitation à se qualifier pour Véhicule d'approvisionnement des services infonuagiques du gouvernement du Canada (Infonuagiques GC)

TABLE DES MATIÈRES

1.	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	4
1.1	PRÉSENTATION	4
1.2	APERÇU DU PROJET.....	4
1.3	APERÇU DU PROCESSUS D'APPROVISIONNEMENT PRÉVU	7
1.4	CONFLIT D'INTÉRÊTS OU AVANTAGE INDU.....	9
2.	INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES RÉPONDANTS	10
2.1	INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	10
2.2	QUESTIONS ET COMMENTAIRES.....	10
2.3	PRÉSENTATION D'UNE SEULE RÉPONSE PAR GROUPE RÉPONDANT POUR UN SERVICE D'INFONUAGIQUE DISPONIBLE SUR LE MARCHÉ PROPOSÉ	11
2.4	EXIGENCES EN MATIÈRE DE COTE DE SÉCURITÉ	13
3.	PRÉPARATION ET PRÉSENTATION DE LA RÉPONSE	14
3.1	INSTRUCTIONS GÉNÉRALES	14
3.2	LANGUE POUR LES COMMUNICATIONS À VENIR.....	14
3.3	CONTENU DE LA RÉPONSE	14
3.4	PRÉSENTATION ÉLECTRONIQUE D'UNE RÉPONSE	15
4.	PROCESSUS D'ÉVALUATION DES RÉPONSES	18
4.1	ÉVALUATION DES QUALIFICATIONS DU RÉPONDANT	18
4.2	POLITIQUE D'INTÉGRITÉ DE SERVICES PARTAGÉS CANADA.....	18
4.3	BASE DE PRÉSÉLECTION.....	19
4.4	SECONDE VAGUE DE QUALIFICATION DE L'INVITATION À SE QUALIFIER	20
	ANNEXE A – EXIGENCES DE QUALIFICATION	21
	ANNEXE B – PROCESSUS D'ÉVALUATION DE LA SÉCURITÉ DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DU FOURNISSEUR DE SERVICES D'INFONUAGIQUE.....	22
	ANNEXE C – MODALITÉS COURANTES DU CONTRAT SUBSÉQUENT.....	23
	ANNEXE D – APERÇU DES SERVICES DE COURTAGE EN INFONUAGIQUE DE SERVICES PARTAGÉS CANADA	24
	ANNEXE E – DÉFINITIONS.....	25

ANNEXE F – FORMULAIRE DE PRÉSENTATION DE LA RÉPONSE	26
ANNEXE G – FORMULAIRE DE VÉRIFICATION DE L'INTÉGRITÉ	28

SERVICES PARTAGÉS CANADA

Invitation à se qualifier pour Véhicule d'approvisionnement des services infonuagiques du gouvernement du Canada (Infonuagiques GC)

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Présentation

- a) **Étape 1 du processus d'approvisionnement** : La présente invitation à se qualifier (invitation à se qualifier) constitue la première phase d'un processus d'approvisionnement mené par Services partagés Canada (SPC) concernant l' **Véhicule d'approvisionnement des services infonuagiques du gouvernement du Canada** (le « **projet** »). Les fournisseurs sont invités à se préqualifier, conformément aux modalités de la présente invitation à se qualifier, afin d'être retenus comme « **répondants qualifiés** » pour les étapes ultérieures du processus d'approvisionnement. Seuls les répondants qualifiés seront autorisés à soumissionner lors des demandes de soumission subséquentes publiées dans le cadre du processus d'approvisionnement.
- b) **Évaluation approfondie des répondants qualifiés** : Bien que le Canada puisse préqualifier certains fournisseurs à la suite de la présente invitation à se qualifier, il se réserve le droit de réévaluer tout aspect de la qualification des répondants qualifiés, et ce, à tout moment durant le processus d'approvisionnement.
- c) **L'invitation à se qualifier n'est pas une demande de soumissions** : Le présent processus d'invitation à se qualifier ne constitue pas une demande de soumissions ou un appel d'offres. Aucun contrat ne sera attribué à la suite des activités tenues pendant l'étape de l'invitation à se qualifier. Le Canada se réserve le droit d'annuler toute exigence préliminaire faisant partie du projet à tout moment pendant l'étape de l'invitation à se qualifier ou à toute autre étape du processus d'approvisionnement. Considérant que le Canada peut annuler le processus d'invitation à se qualifier en totalité ou en partie, il se peut que les processus d'approvisionnement subséquents décrits dans le présent document n'aient jamais lieu. Les répondants et les répondants qualifiés peuvent se retirer du processus d'approvisionnement à tout moment. Par conséquent, les fournisseurs qui présentent une réponse peuvent décider de ne pas soumettre de proposition à une demande de soumission subséquente, quelle qu'elle soit.
- d) **Exception au titre de la sécurité nationale** : Les exceptions relatives à la sécurité nationale prévues dans les accords commerciaux dans lesquels le Canada participe actuellement et à l'avenir ont été invoquées. Ce marché sera donc entièrement exclu de l'ensemble des modalités de tous les accords commerciaux.

1.2 Aperçu du projet

- a) **Aperçu du projet** : En 2016, le gouvernement du Canada a publié le plan stratégique des TI et la stratégie d'adoption de l'infonuagique. Ces plans énoncent les principes et les rôles des ministères en ce qui concerne l'adoption de l'infonuagique, tout en soulignant la nécessité

pour le gouvernement du Canada de suivre, en vue de cette même adoption, plusieurs modèles d'implantation de services d'infonuagique.

Après la publication de ces documents, SPC a lancé un processus d'approvisionnement concurrentiel afin d'établir une source initiale (et provisoire) auprès de laquelle obtenir des services d'infonuagique pour les données non classifiées. Le processus de demande de soumissions s'est conclu au printemps 2018 par l'établissement de 26 contrats avec des fournisseurs qualifiés offrant des services d'infonuagique publics provenant de huit fournisseurs de services d'infonuagique.

Dans un contexte où le gouvernement du Canada cherche à accroître son recours à des services d'infonuagique, il devient de plus en plus nécessaire de faire appel à une entité capable de répondre aux besoins en services d'infonuagique pour des données autres que les données non classifiées.

Au cours de la journée du gouvernement du Canada sous la thématique de l'infonuagique d'abord en février 2018, il a été annoncé que des projets auraient lieu pour trouver des sources d'approvisionnement régulières qui répondront aux besoins croissants du gouvernement en matière de services publics d'infonuagique pour des données de divers niveaux de classification.

b) **Portée du processus d'approvisionnement prévu :**

- i) **Utilisateurs clients potentiels :** La présente invitation à se qualifier est lancée par SPC. SPC prévoit utiliser l'instrument d'approvisionnement attribué à la suite d'une demande de soumission subséquente pour fournir des services partagés à un ou à plusieurs de ses clients. Les clients de SPC comprennent SPC lui-même, les institutions fédérales pour qui ses services sont obligatoires à tout moment pendant la durée de l'instrument subséquent, ainsi que les autres organisations qui, sur une base facultative, choisissent de recourir à ses services de temps en temps, à tout moment pendant la durée de l'instrument subséquent. Ce processus n'empêche pas SPC ou Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) d'avoir recours à une autre méthode d'approvisionnement pour ses clients qui ont des besoins identiques ou semblables, à moins qu'une demande de soumissions subséquente concernant ce projet indique expressément le contraire.
- ii) **Nombre d'instruments d'approvisionnement :** SPC envisage actuellement l'attribution de plusieurs instruments d'approvisionnement à plusieurs répondants qualifiés qui demeurent qualifiés au moment de la publication des demandes de soumissions. La structure exacte des instruments sera présentée à l'étape de la demande de soumissions.
- iii) **Durée des instruments approvisionnement :** SPC envisage actuellement de mettre en place un instrument d'approvisionnement pour un nombre d'années indéterminé. SPC se réserve le droit d'utiliser une autre approche à l'étape de la demande de soumissions.
- iv) **Nombre de volets d'approvisionnement :** L'invitation à se qualifier se divise en deux volets (« volets »). Chaque volet vise une catégorie de données que doit héberger le gouvernement du Canada dans le nuage. La figure 1 ci-dessous résume les catégories en question.

Niveaux d'assurance accrues		
Exigences	Étage 1	Étage 2
Impact au GC	Fable	Modérer
Catégorisation	Jusqu'à et y compris jusqu'au niveau Protégé A inclusivement, Faible Intégrité Faible Disponibilité	Jusqu'à et y compris jusqu'au niveau Protégé B inclusivement, Intégrité Moyenne Disponibilité Moyenne
Résidence de données	Nulle Part (approuvé par le GC)	Au Canada
Emplacement	Hors - Site	Hors - Site

Figure 1 – Catégories de données à héberger dans le nuage par niveau

Les deux volets d'approvisionnement visés par la portée de la présente invitation à se qualifier sont résumés dans le tableau ci-dessous :

- (A) **Volet 1** : Vise à trouver une entité capable de répondre au besoin en services d'infonuagique publics du gouvernement du Canada pour le niveau 2.

Remarque : Pour le volet 1, le soumissionnaire doit être le fournisseur des services d'infonuagique offerts sur le marché proposés.

Les Répondants qui se qualifient pour le volet 1 seront automatiquement qualifiés pour le volet 2.

- (B) **Volet 2** : Vise à trouver une entité capable de répondre au besoin en services d'infonuagique publics du gouvernement du Canada pour le niveau 1.

D'autres volets pour d'autres catégories de données pourraient faire l'objet de demandes de soumissions subséquentes de SPC ou de SPAC.

Les critères définis dans cette invitation à se qualifier seront strictement utilisés à des fins de qualification, et les critères et volets des demandes de soumissions ultérieures seront définis plus en détail à l'examen et à l'amélioration des exigences. Les répondants peuvent présenter une réponse pour un volet ou les deux. Le Canada évaluera chaque volet séparément. Les critères d'évaluation de l'invitation à se qualifier pour chaque volet portent sur les qualifications du répondant à satisfaire aux exigences de ce volet. Les répondants qui satisfont aux exigences obligatoires de l'invitation à se qualifier relatives à l'expérience pour un volet se qualifieront pour la phase subséquente du processus d'approvisionnement du volet en question. Les répondants qui ne parviennent pas à se qualifier à la phase de l'invitation à se qualifier pour un volet ne pourront participer aux phases d'approvisionnement subséquentes.

pour ce volet. SPC peut, à sa discrétion, compléter certains ou tous les activités d'évaluation avant ou concurremment avec un autre volet.

Le Canada se réserve le droit d'annuler, de combiner ou de séparer un ou plus d'un volet à tout moment pendant la phase de l'invitation à se qualifier ou à toute autre phase du processus d'approvisionnement. Considérant que l'invitation à se qualifier et la demande de propositions subséquente peuvent être annulées en tout ou en partie en tout temps par le Canada suivant les modalités applicables, le processus d'approvisionnement subséquent décrit dans le présent document peut ne pas avoir lieu. Étant donné que l'invitation à se qualifier n'est pas une demande de propositions, les fournisseurs qui y répondent n'a aucune obligation de répondre à n'importe quel demande de soumissions.

1.3 Aperçu du processus d'approvisionnement prévu

Le processus d'approvisionnement collaboratif prévu en plusieurs étapes est illustré aux figures 2 et 3 (résumées ci-dessous). Cette approche par volet permettra au Canada d'assurer une diligence raisonnable en ce qui concerne les exigences à l'égard des répondants retenus avant le lancement de la demande de soumissions.

Figure 2 : Stratégie d'approvisionnement pour le volet 1

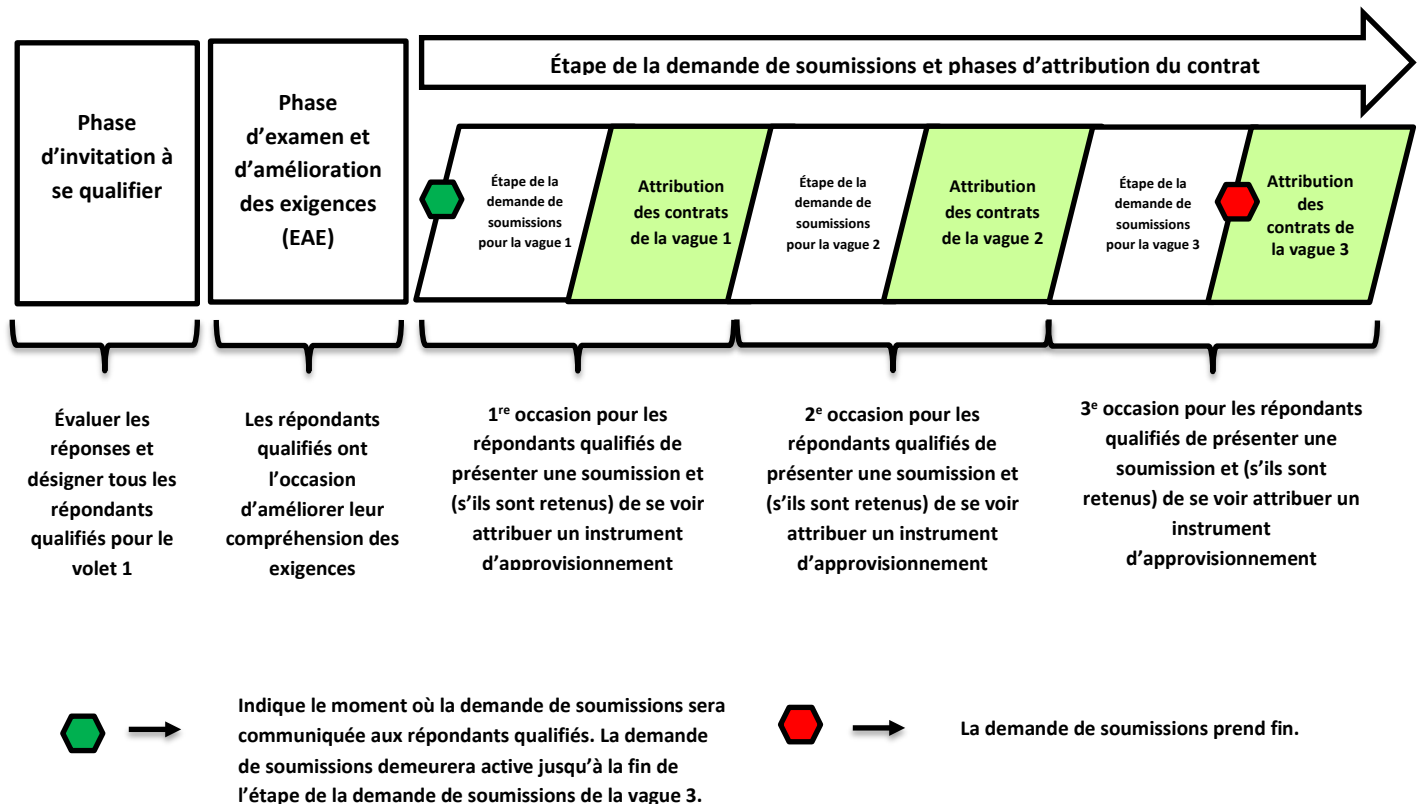
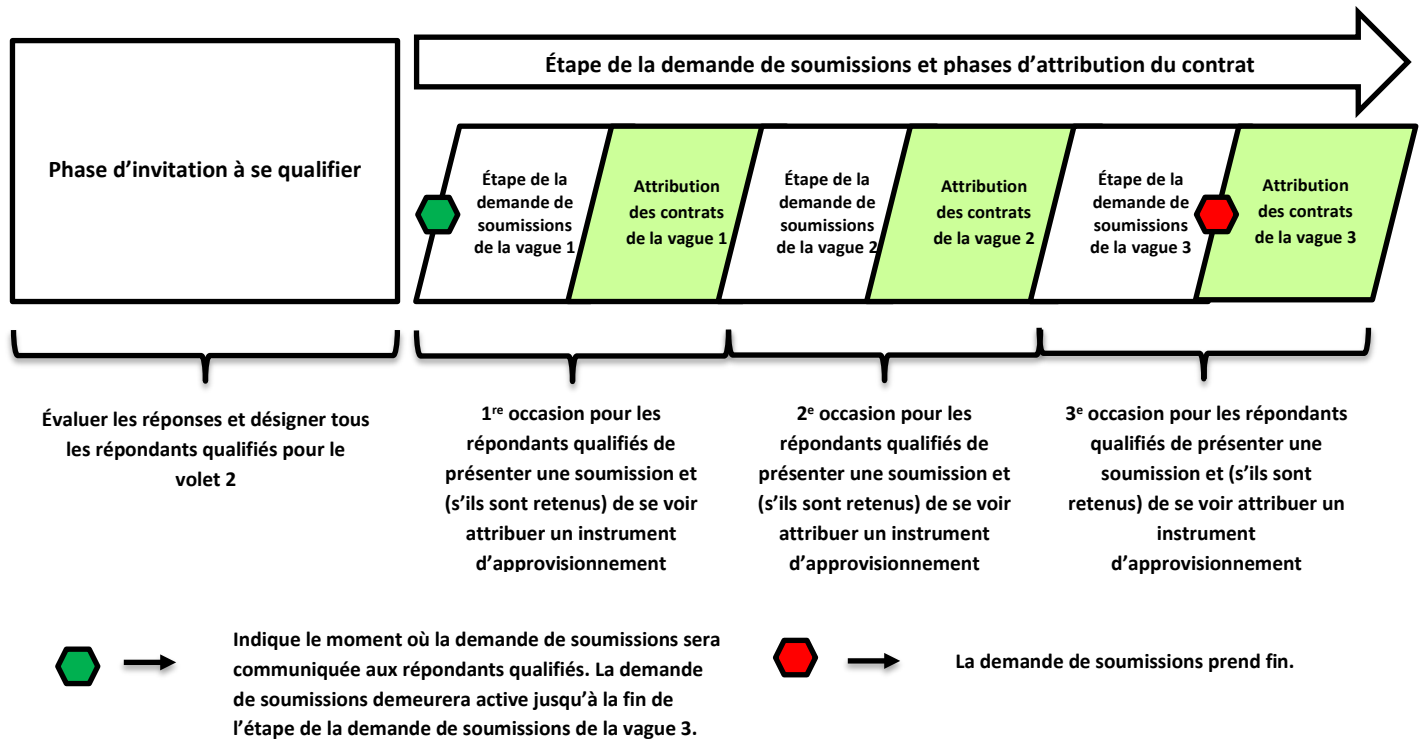


Figure 3 : Stratégie d'approvisionnement pour le volet 2



La présente invitation à se qualifier constitue la première étape du processus d'approvisionnement du projet. Même si le processus d'approvisionnement devait être modifié (voire annulé, conformément aux Instructions uniformisées de SPC), le Canada prévoit actuellement qu'il sera mené en respectant les étapes décrites ci-après.

- Phase d'invitation à se qualifier** : L'invitation à se qualifier sera utilisée pour qualifier les répondants par volet afin qu'ils puissent participer aux étapes ultérieures du processus d'approvisionnement.
- Étape de l'examen et de l'amélioration des exigences** : L'étape de l'examen et de l'amélioration des exigences avec les répondants qualifiés pourrait avoir lieu après l'étape de l'invitation à se qualifier.

L'objectif de l'étape de l'examen et de l'amélioration des exigences est de recueillir les commentaires des répondants qualifiés à propos des exigences provisoires du Canada pour le projet. Le Canada peut également discuter à ce moment-là des options d'instruments d'approvisionnement envisagées pour l'étape de la demande de soumissions.

Ce processus se veut collaboratif et peut comprendre des interactions, comme des ateliers, des rencontres individuelles et des questions et réponses écrites. Le gouvernement du Canada tiendra compte des observations des répondants qualifiés dans le cadre de l'amélioration des exigences et de la préparation des documents d'approvisionnement pour le projet. De plus amples détails sur la phase d'examen et d'amélioration des exigences seront communiqués aux répondants qui se qualifient à la suite de l'invitation à se qualifier.

- Étape de la demande de soumissions** : Le gouvernement du Canada envisage de diffuser toute demande de soumissions aux répondants qualifiés qui demeurent qualifiés au moment

de la publication de la demande de soumissions. Le Canada envisage de recourir à plusieurs instruments d'approvisionnement pour les demandes de soumissions.

Les répondants qualifiés devront démontrer au cours de l'étape de demande de soumissions que le fournisseur des services d'infonuagique proposés a réussi l'évaluation de la sécurité des technologies de l'information du fournisseur de services d'infonuagique.

- d) **Phase d'attribution du contrat :** Tout instrument d'approvisionnement sera attribué après l'étape de la demande de soumissions et une fois toutes les approbations internes nécessaires obtenues. SPC envisage d'attribuer des instruments d'approvisionnement à tous les soumissionnaires qualifiés participants qui se conforment avec succès aux exigences décrites à l'étape de demande de soumissions. SPC peut potentiellement établir plusieurs instruments d'approvisionnement pour chaque volet pour lequel le même fournisseur de services d'infonuagique pourrait ou non offrir ses services.

1.4 Conflit d'intérêts ou avantage indu

Conformément aux Instructions uniformisées de SPC, une réponse peut être rejetée en raison d'un conflit d'intérêts ou d'un avantage indu réel ou apparent.

2. INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES RÉPONDANTS

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

- a) Les instructions uniformisées de SPC pour les documents d'approvisionnement n° 1.0 (ci-après les « **instructions uniformisées de SPC** ») sont incorporées par renvoi à l'invitation à se qualifier et en font partie intégrante comme si elles y étaient expressément reproduites en entier. En cas d'incompatibilité entre les dispositions des instructions uniformisées de SPC et celles du présent document, ce dernier l'emporte.
- b) Toutes les autres instructions, clauses et conditions figurant dans le présent document ou dans toute autre pièce jointe et indiquées par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>), publié par SPAC. Ces instructions, clauses et conditions sont incorporées par renvoi et font partie intégrante du présent document, comme si elles y étaient expressément reproduites.
- c) En cas d'incompatibilité entre les dispositions du présent document et de tout autre document qui y a été intégré par renvoi, comme il est indiqué ci-dessus, le présent document l'emporte.
- d) En ce qui concerne les instructions uniformisées de SPC :
 - i) il n'y aura pas de conférence à l'intention des fournisseurs intéressés;
 - ii) il n'y aura pas de visite des lieux.
- e) Lorsqu'il soumet une réponse, le répondant s'engage à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la présente invitation à se qualifier.

2.2 Questions et commentaires

- a) Les questions et les commentaires au sujet du volet 1 de la présente invitation à se qualifier peuvent être soumis conformément à la section intitulée « **Communications** » des Instructions uniformisées de SPC. Cependant, en lieu et place de la date limite indiquée dans les Instructions uniformisées :
 - i) **Volet 1 de l'invitation à se qualifier** – Les questions doivent être envoyées au plus tard le **21 septembre 2018 à 23 h 59**, et le Canada y répondra au plus tard le **4 octobre 2018**. Si le Canada ne répond pas durant la période indiquée, il reportera la date de clôture d'une durée équivalente au délai encouru.
 - ii) **Volet 2 de l'invitation à se qualifier** – Les questions doivent être envoyées au plus tard le **27 septembre 2018 à 23 h 59**, et le Canada y répondra au plus tard le **11 octobre 2018**. Si le Canada ne répond pas durant la période indiquée, il reportera la date de clôture d'une durée équivalente au délai encouru.

Les soumissionnaires doivent indiquer dans toute question soumise le volet d'approvisionnement auquel s'applique leur question ou leur commentaire.

Si le Canada ne répond pas durant la période indiquée, il reportera la date de clôture d'une durée équivalente au délai encouru.

b) **Commentaires supplémentaires (requis à la clôture de l'invitation à se qualifier)**

Le Canada a inclus des conditions générales qui sont utilisées dans les contrats actuels de services d'infonuagique publics de SPC (voir l'annexe C). Le Canada a aussi inclus un aperçu des services de courtage en infonuagique de SPC (à l'annexe D). Nous ne répondrons pas aux demandes de renseignements précises au sujet de ces deux (2) documents provisoires au cours de l'étape de l'invitation à se qualifier.

Les fournisseurs sont priés de fournir leurs commentaires et suggestions aux annexes B et C avec leur réponse à l'invitation à se qualifier, ainsi que tout commentaire ou éclaircissement supplémentaire jugé utile pour les prochaines étapes du processus d'approvisionnement. Il est recommandé de fournir ces recommandations dans le contexte des réponses et non des questions pendant la phase d'invitation à se qualifier.

SPC tiendra compte de ces observations et se réserve le droit d'accueillir ou de rejeter n'importe laquelle ou la totalité des suggestions proposées dans le cadre de l'amélioration des exigences et de la préparation des documents pour les étapes subséquentes du processus d'approvisionnement.

2.3 Présentation d'une seule réponse par groupe répondant pour un service d'infonuagique disponible sur le marché proposé

- a) Un répondant peut être un particulier, une entreprise à propriétaire unique, une société commerciale, une société de personnes ou une coentreprise.
- b) Pour chaque volet d'approvisionnement, le gouvernement du Canada autorisera ce qui suit :
 - i) **Volet d'approvisionnement** – Pour le volet 1, le répondant **doit** être le fournisseur du service d'infonuagique disponible sur le marché. Les fournisseurs de services autorisés et les revendeurs de services d'infonuagique du service d'infonuagique disponible sur le marché proposé ne seront pas autorisés à titre de répondant pour le volet 1.
 - ii) **Volet d'approvisionnement 2** – Pour le volet 2, le répondant peut être soit :
 - (A) le fournisseur du service d'infonuagique disponible sur le marché proposé; **ou**
 - (B) un autre fournisseur autorisé du service d'infonuagique disponible sur le marché proposé; **ou**
 - (C) un revendeur de services d'infonuagique pour le service d'infonuagique disponible sur le marché proposé.

Remarque : Pour les deux volets, le rôle et les exigences de qualification de tout fournisseur de services autorisé du fournisseur et revendeur de services d'infonuagique du service d'infonuagique seront abordés par le Canada au cours d'une phase subséquente du processus d'approvisionnement.

Les répondants qui se qualifient pour le volet 1 seront automatiquement qualifiés pour le volet 2.

- c) Un répondant (y compris les entités apparentées comme défini dans la sous-section (d) ci-dessous) ne pourra se qualifier qu'une seule fois par volet d'approvisionnement pour un service d'infonuagique disponible sur le marché proposé. Si un répondant ou une entité

apparentée participe à plusieurs réponses pour tout volet (participer signifie faire partie du répondant, et non pas être un sous-traitant), le gouvernement du Canada accordera deux (2) jours ouvrables à ces répondants pour indiquer la réponse unique que le gouvernement du Canada devra examiner. Si ce délai n'est pas respecté, toutes les réponses concernées pourraient être déclarées irrecevables ou le Canada pourrait choisir, à sa discrétion, la réponse qu'il évaluera.

- d) Pour l'application du présent article, sans égard à la compétence où elle a été constituée en société ou formée juridiquement (qu'il s'agisse d'une personne, d'une société, d'une société de personnes, etc.), toute entité sera considérée comme « entité apparentée » d'un répondant :
- i) s'il s'agit de la même personne morale que le répondant (c'est-à-dire la même personne physique, société commerciale, société de personne, société à responsabilité limitée, etc.);
 - ii) si l'entité et le répondant sont des « personnes liées » ou des « personnes affiliées » aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu du Canada*;
 - iii) si l'entité et le répondant entretiennent une relation fiduciaire (découlant d'un arrangement entre agences ou toute autre forme de relation fiduciaire) ou ont entretenu une telle relation au cours des deux dernières années ayant précédé la clôture de l'invitation à se qualifier;
 - iv) si l'entité et le répondant ne sont pas dépendants l'un de l'autre, ou d'un même tiers.

Toute personne, entreprise individuelle, société, ou tout partenariat qui est un répondant dans le cadre d'une coentreprise **peut** soumettre une autre réponse de son propre chef ou sous l'égide d'une autre coentreprise.

Exemple 1 : Le fournisseur A, à lui seul, ne possède pas toute l'expérience requise par l'invitation à se qualifier. Toutefois, le fournisseur B possède les qualifications qui manquent au fournisseur A. Si les fournisseurs A et B décident de s'associer pour soumettre une réponse ensemble en tant que coentreprise, les deux entités seront considérées, ensemble, en tant que répondant. **Les deux fournisseurs (A et B) peuvent s'associer avec un autre fournisseur pour soumettre une réponse distincte.**

Exemple 2 : Le fournisseur X est un répondant. La filiale du fournisseur X, le fournisseur Y, décide de s'associer au fournisseur Z pour soumettre une réponse en tant que coentreprise. Les fournisseurs Y et Z, tout comme le fournisseur X, seront tous appelés à déterminer laquelle des deux réponses devra être prise en considération par le Canada. Les deux réponses ne peuvent pas être soumises, parce que le fournisseur Y est lié au fournisseur X en tant que société affiliée.

- e) Un répondant pourra agir en qualité de sous-traitant pour un autre répondant. Toutefois, les sous-traitants **ne seront probablement pas** autorisés à participer aux étapes d'approvisionnement subséquentes avec le répondant qualifié pour lequel ils exécutent un travail de sous-traitance.
- f) En soumettant une réponse, le répondant certifie qu'il ne se considère pas comme étant lié à tout autre répondant.

2.4 Exigences en matière de cote de sécurité

Il est nécessaire qu'un répondant réponde aux exigences de sécurité trouvées à l'annexe A pour devenir un répondant qualifié.

3. PRÉPARATION ET PRÉSENTATION DE LA RÉPONSE

3.1 Instructions générales

Au nombre des Instructions uniformisées de SPC, certaines concernent les réponses et s'appliquent en plus de celles décrites dans le présent document.

3.2 Langue pour les communications à venir

Dans le formulaire de présentation de la réponse, chaque répondant doit indiquer dans laquelle des langues officielles du Canada il souhaite recevoir des communications futures à l'égard de son invitation à se qualifier et tout au long du processus d'approvisionnement.

3.3 Contenu de la réponse

Une réponse complète à la présente invitation à se qualifier comprend tous les éléments suivants :

- a) **Formulaire de présentation de la réponse (demandé à la clôture de l'invitation à se qualifier)** : Les répondants doivent inclure dans leur réponse le formulaire de présentation de la réponse à l'annexe F pour chaque volet désiré. Il s'agit d'un formulaire courant dans lequel les répondants peuvent fournir les renseignements exigés dans le cadre de l'évaluation, comme le nom d'une personne-ressource, le numéro d'entreprise – approvisionnement du répondant, la langue à utiliser lors des futures communications avec le Canada au sujet du processus d'approvisionnement, etc. L'utilisation de ce formulaire pour présenter les renseignements susmentionnés n'est pas obligatoire, mais recommandée. Si le Canada détermine que les renseignements exigés dans le formulaire de présentation de la réponse sont incomplets ou erronés, il accordera au répondant la possibilité de les compléter ou de les corriger. Pendant la période d'évaluation, il est obligatoire de fournir les renseignements sur demande.
- b) **Formulaire d'intégrité (demandé à la clôture de l'invitation à se qualifier, obligatoire sur demande de l'autorité contractante pendant l'évaluation)** : On demande aux répondants de joindre le formulaire d'intégrité à leur soumission pour chaque volet désiré. L'utilisation de ce formulaire pour présenter les renseignements susmentionnés n'est pas obligatoire, mais recommandée. Si le gouvernement du Canada détermine que les renseignements exigés dans le formulaire d'intégrité sont incomplets ou qu'ils doivent être corrigés, il accordera au répondant la possibilité de les compléter ou de les corriger. Pendant la période d'évaluation, il est obligatoire de fournir les renseignements sur demande.
- c) **Réponses précises aux exigences de qualification à l'Annexe A (obligatoires lors de la clôture de l'ISQ)** : Pour chaque volet d'approvisionnement, la réponse doit inclure tous les renseignements exigés par l'Annexe A.
- d) **Confirmation de l'inscription à l'évaluation de la sécurité des technologies de l'information du fournisseur de services d'infonuagique (VOLET 1 SEULEMENT) (obligatoire à la clôture de l'invitation à se qualifier pour le volet 1)** : La réponse doit comprendre des documents confirmant que le fournisseur des services d'infonuagique proposés est inscrit au processus d'évaluation de la sécurité des technologies de l'information du fournisseur de services d'infonuagique décrite à l'annexe B.
- e) **Attestations (demandées à la clôture de l'invitation à se qualifier)** :

- i) Lorsqu'il présente une réponse, le répondant doit systématiquement fournir les attestations requises ci-dessous. Le contenu de chaque attestation est décrit dans les instructions uniformisées de SPC, à la section intitulée « **Attestations de chaque soumissionnaire** » :

Le matériel et les logiciels sont offerts sur le marché.	Non requis
Le système est offert sur le marché.	Non requis

- ii) Si le tableau ci-dessous indique qu'une attestation est requise, le répondant doit fournir les attestations suivantes décrites dans les Instructions uniformisées de SPC. Toutes ces attestations sont requises à la clôture de l'invitation à se qualifier. Cela dit, si le gouvernement du Canada détermine qu'il en manque une ou si l'une d'entre elles est incomplète ou qu'elle doit être corrigée, il accordera au répondant la possibilité de fournir les renseignements demandés. Pendant la période d'évaluation de l'invitation à se qualifier, il est obligatoire de fournir les attestations sur demande. Si le répondant qualifié ne fournit pas l'information ou les attestations demandées dans les cinq jours ouvrables (ou suivant une plus longue période déterminée par l'autorité contractante), le Canada disqualifiera le répondant.

Attestation du Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi	Requise – Veuillez inscrire les renseignements dans le formulaire de présentation de la réponse
Attestation pour ancien fonctionnaire	Requise – Veuillez inscrire les renseignements dans le formulaire de présentation de la réponse
Attestations décrites dans les formulaires réglementaires A, B et C des Instructions uniformisées de SPC.	Non requises

Les répondants doivent prendre note qu'il est possible qu'une attestation non requise à l'étape de l'invitation à se qualifier soit requise à une étape ultérieure du processus d'approvisionnement.

3.4 Présentation électronique d'une réponse

- a) **Présentation d'une réponse par courriel** : Sous réserve de l'alinéa j), les répondants doivent soumettre leurs réponses par courriel, conformément à la présente section, à l'adresse électronique de présentation d'une réponse indiquée sur la page de couverture du présent document, au plus tard à la date et à l'heure de clôture des soumissions.
- b) **Format des pièces jointes au courriel** : Les formats approuvés des pièces jointes peuvent être une combinaison de ce qui suit :

- i) documents en format PDF;
- ii) documents pouvant être ouverts au moyen de Microsoft Word ou Excel.

Les répondants qui fournissent des pièces dans d'autres formats le font à leur propre risque.

- c) **Taille du courriel** : Les répondants doivent s'assurer de soumettre leur réponse en plusieurs courriels si la taille d'un seul courriel, pièces jointes comprises, est supérieure à 15 Mo. À moins d'indication contraire ci-dessous, seuls les courriels reçus à l'adresse

électronique pour la présentation d'une réponse, au plus tard à la date et l'heure de clôture indiquées, seront considérés comme faisant partie de la réponse.

- d) **Titre du courriel** : Les répondants doivent indiquer le numéro de l'invitation à se qualifier figurant sur la page couverture du présent document dans la ligne « Objet » de chaque courriel faisant partie de la réponse.
- e) **Date et heure de réception** : Tous les courriels reçus à l'adresse électronique de présentation de la réponse et dont le moment de « réception » est antérieur à la date et à l'heure de la clôture des soumissions seront considérés comme ayant été fournis à temps. Dans le cas d'un différend au sujet du moment de réception d'un courriel par SPC, l'heure à laquelle SPC reçoit la réponse sera déterminée en fonction de l'un ou l'autre des cas de figure suivants :
 - i) selon l'indication de la date et de l'heure de remise reçue par le répondant, si ce dernier a activé la fonction d'accusé de réception du courriel envoyé, conformément à la demande de changement 1891 établie par l'Internet Engineering Steering Group (extension du protocole SMTP pour accusé de réception);
 - ii) conformément à la date et l'heure indiquées sur l'en-tête SMTP indiquant l'heure de la première arrivée sur un serveur utilisé pour fournir des services de courriel au gouvernement du Canada, si le répondant n'a pas activé la fonction d'accusé de réception du courriel envoyé.
- f) **Disponibilité de l'autorité contractante** : Durant les deux heures précédant la date et l'heure de clôture des soumissions, un représentant de SPC surveillera la boîte de réception des soumissions et sera en mesure de répondre aux appels téléphoniques à l'intention de l'autorité contractante effectués au numéro indiqué à la page couverture du présent document (le représentant de SPC qui répond au téléphone n'est pas nécessairement l'autorité contractante). Si le répondant a de la difficulté à transmettre le courriel à l'adresse électronique pour la présentation d'une réponse, il devrait communiquer immédiatement avec l'autorité contractante de SPC dont les coordonnées figurent sur la page couverture.
- g) **Accusé de réception du courriel par SPC** : À la date de clôture, un représentant de SPC enverra un accusé de réception par courriel pour chaque réponse reçue (et chaque courriel faisant partie de la réponse, si de multiples courriels ont été reçus) à l'adresse de présentation d'une réponse à SPC, au plus tard à la date et l'heure de clôture indiquées.
- h) **Soumissions par courriel retardées** : SPC acceptera une réponse par courriel reçue dans les 24 premières heures suivant la date et l'heure de clôture uniquement si le répondant peut démontrer que le retard de livraison du courriel à l'adresse électronique de présentation de la réponse à SPC est attribuable aux systèmes du Canada. Les réponses reçues par courriel plus de 24 heures après la date et l'heure de clôture des soumissions ne seront acceptées en aucun cas. Par conséquent, les répondants qui ont essayé d'envoyer une réponse, mais qui n'ont pas reçu d'accusé de réception de SPC peu après l'envoi, devraient communiquer avec l'autorité contractante pour s'assurer que SPC a reçu la réponse à l'adresse de présentation dans le délai prescrit.
- i) **Responsabilité des problèmes techniques** : Le Canada ne sera pas tenu responsable :
 - i) des problèmes techniques éprouvés par le répondant dans le cadre de la présentation de sa réponse, notamment la non-transmission de courriels dont la taille est supérieure à 15 Mo ou le rejet ou la mise en quarantaine par les services de sécurité de SPC de courriels contenant un logiciel malveillant ou un autre code;

- ii) des problèmes techniques qui empêchent SPC d'ouvrir les pièces jointes à un courriel. Par exemple, si une pièce jointe est corrompue ou qu'il est impossible de l'ouvrir et d'en lire le contenu, elle sera évaluée en conséquence. Les répondants ne pourront pas soumettre des pièces jointes de rechange pour remplacer celles qui sont corrompues ou vides ou qui ont été soumises dans un format n'ayant pas été approuvé.
- j) **Réponses remises en mains propres :** Tous les répondants doivent essayer de soumettre leur réponse par voie électronique. Cependant, SPC acceptera une réponse soumise en mains propres (comme copie de sauvegarde en sus d'une réponse soumise par courriel). Dans un tel cas, les éléments suivants s'appliquent :
 - i) La réponse remise en mains propres peut être :
 - (A) une version électronique sur CD-ROM ou DVD;
 - (B) une version papier (c'est-à-dire imprimée);
 - (C) une combinaison de versions électronique et papier;dans la mesure où les tableaux d'établissement des prix fournis par SPC et devant être remplis par les répondants sont transmis en version électronique.
 - ii) La réponse remise en mains propres doit être présentée en personne par un représentant du répondant ou par messenger. SPC n'acceptera aucune soumission par courrier ordinaire.
 - iii) Un représentant de SPC doit recevoir la réponse soumise en mains propres avant la date et l'heure de clôture des soumissions, et à l'adresse indiquée sur la page couverture du présent document (ou à un autre emplacement convenu par écrit avec l'autorité contractante).
 - iv) SPC acceptera une copie de la réponse remise en mains propres uniquement si le répondant en a coordonné la livraison avec l'autorité contractante. Comme il est indiqué ci-dessus, deux heures avant la clôture des soumissions, un représentant de SPC répondra aux appels destinés à l'autorité contractante, notamment afin de coordonner la réception des réponses remises en mains propres (l'autorité contractante peut également accepter, à la discrétion de SPC, d'être disponible à une autre occasion avant la date et l'heure de clôture afin de recevoir les réponses).
 - v) Les seules circonstances au cours desquelles SPC acceptera une réponse remise en mains propres après la date et l'heure de clôture sont si le répondant peut démontrer que le représentant de SPC ne pouvait pas recevoir la réponse en mains propres à l'heure convenue, ou si aucun représentant de SPC ne répondait aux appels effectués au numéro de téléphone de l'autorité contractante (et qu'aucun représentant de SPC n'a donné suite aux messages laissés dans la boîte vocale liée à ce numéro) durant les deux heures précédant la date et l'heure de clôture des soumissions.
 - vi) SPC examinera la réponse remise en mains propres uniquement s'il y a des problèmes avec l'ensemble ou une partie de la soumission présentée par courriel à la date et l'heure de clôture, ou si aucune réponse par courriel n'a été reçue à la date et l'heure de clôture. Si SPC examine la réponse remise en mains propres, cette réponse aura préséance sur la réponse soumise par voie électronique.

4. PROCESSUS D'ÉVALUATION DES RÉPONSES

4.1 Évaluation des qualifications du répondant

Le gouvernement du Canada évaluera chacune des réponses afin de déterminer si elles satisfont à toutes les exigences obligatoires décrites dans la présente invitation à se qualifier (y compris les renseignements exigés par cette invitation à se qualifier, mais cette dernière indique précisément qu'ils peuvent être envoyés sur demande après la date de clôture). Les dispositions relatives à l'évaluation comprises dans les instructions uniformisées de SPC s'appliquent également. La réponse doit respecter toutes les exigences de l'invitation à se qualifier pour être déclarée conforme.

4.2 Politique d'intégrité de Services partagés Canada

- a) La *Politique d'inadmissibilité et de suspension* de SPAC en vigueur à la date d'émission de l'invitation à se qualifier ainsi que toutes les directives connexes en vigueur à cette date sont incorporées par renvoi à l'invitation à se qualifier et en font partie intégrante. Le répondant doit respecter la Politique et les directives, qu'on peut consulter à la page de la [*Politique d'inadmissibilité et de suspension*](#).
- b) Conformément à la Politique, SPAC suspendra ou pourrait suspendre un fournisseur ou déterminer son inadmissibilité à conclure un contrat avec le Canada si le fournisseur, ses affiliés ou ses premiers sous-traitants sont accusés et reconnus coupables de certaines infractions ou dans d'autres circonstances. La liste des fournisseurs inadmissibles et suspendus figure dans la base de données sur l'intégrité de SPAC. La Politique décrit la façon de présenter une demande de renseignements concernant l'inadmissibilité ou la suspension de fournisseurs.
- c) En plus de tout autre renseignement exigé dans l'invitation à se qualifier, le répondant doit fournir ce qui suit :
 - i) dans les délais prescrits dans la Politique, tous les renseignements exigés dans la Politique qui sont décrits à la section intitulée « Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier »;
 - ii) avec sa soumission, une liste complète de toutes les accusations au criminel et les déclarations de culpabilité à l'étranger qui le touchent ou qui concernent ses affiliés et les sous-traitants qu'il propose et qui, à sa connaissance, peuvent être semblables aux infractions énoncées dans la Politique. La liste des accusations au criminel et des déclarations de culpabilité à l'étranger doit être soumise au moyen du formulaire de déclaration de l'intégrité, qui se trouve à la page [Intégrité – Formulaire de déclaration](#).
- d) Sous réserve de l'alinéa e), en soumettant une réponse à l'invitation à se qualifier, le répondant atteste :
 - i) qu'ils ont lu et qu'ils comprennent la [*Politique d'inadmissibilité et de suspension*](#);
 - ii) qu'ils comprennent que certaines accusations au criminel et déclarations de culpabilité au Canada et à l'étranger, et certaines autres circonstances, décrites dans la Politique, entraîneront ou peuvent entraîner une détermination d'inadmissibilité ou une suspension conformément à la Politique;

- iii) qu'il est au courant que le Canada peut demander des renseignements, des attestations et des validations supplémentaires auprès du répondant ou d'un tiers, afin de prendre une décision à l'égard de son inadmissibilité ou de sa suspension;
 - iv) qu'ils ont fourni avec la réponse une liste complète de toutes les accusations au criminel qui les touchent ou qui concernent leurs affiliés et les premiers sous-traitants qu'ils proposent et qui, à leur connaissance, peuvent être semblables aux infractions énoncées dans la Politique;
 - v) qu'aucune des infractions criminelles commises au pays et aucune autre circonstance décrite dans la Politique et susceptible d'entraîner une détermination d'inadmissibilité ou de suspension ne s'appliquent à eux, à leurs affiliés ou aux premiers sous-traitants qu'ils proposent;
 - vi) qu'ils ne sont au courant d'aucune décision d'inadmissibilité ou de suspension rendue par SPAC à leur sujet.
- e) Lorsqu'un répondant est incapable de fournir les attestations exigées à l'alinéa d), il doit soumettre avec sa réponse un formulaire de déclaration d'intégrité dûment rempli, lequel se trouve à la page [Intégrité – Formulaire de déclaration](#).

Le Canada déclarera une réponse non recevable s'il constate que les renseignements exigés sont incomplets ou inexacts, ou que les renseignements contenus dans une attestation ou une déclaration sont faux ou trompeurs, à quelque égard que ce soit. Si, après l'attribution du contrat, le Canada établit que le répondant a fourni une attestation ou une déclaration fausse ou trompeuse, il pourrait résilier le contrat pour manquement. Conformément à la Politique, le Canada peut également déterminer que le répondant est inadmissible à l'attribution d'un contrat parce qu'il a fourni une attestation ou une déclaration fausse ou trompeuse.

4.3 Base de présélection

- a) Lorsque la réponse répond à toutes les exigences de l'invitation à se qualifier, le répondant deviendra un répondant qualifié pour la prochaine étape du processus d'approvisionnement.
- b) Le Canada se réserve le droit de réévaluer la qualification de n'importe quel répondant retenu à tout moment au cours du processus d'approvisionnement. Dans une situation où l'invitation à se qualifier exige une certification de sécurité en particulier et que celle du répondant change ou vient à échéance, le Canada pourrait disqualifier ce répondant qualifié, étant donné qu'il ne répond plus aux exigences de l'invitation à se qualifier. De même, si des informations sont signalées au Canada et qu'elles mettent en question les qualifications du répondant qualifié dans le cadre de la présente invitation à se qualifier, le Canada pourra évaluer de nouveau ce répondant. Le cas échéant, le Canada pourrait demander plus de renseignements. Si le répondant qualifié ne les fournit pas dans les cinq jours ouvrables (ou suivant une plus longue période déterminée par l'autorité contractante), le Canada peut disqualifier le répondant qualifié.
- c) Les répondants non retenus ne pourront pas participer aux étapes ultérieures du processus d'approvisionnement ni être évalués de nouveau à cette fin, à moins que le Canada décide, à sa seule discrétion, que les circonstances nécessitent une nouvelle évaluation.
- d) Le Canada fournira un avis écrit à chaque répondant pour lui indiquer s'il s'est qualifié ou non.

4.4 Seconde vague de qualification de l'invitation à se qualifier

- a) Le Canada se réserve le droit de lancer, à son gré, une seconde vague de qualification pour au moins un volet auprès des répondants non retenus si, de l'avis du gouvernement du Canada, la première n'a pas permis de rassembler un nombre suffisant de répondants qualifiés.
- b) Si le Canada fournit aux répondants non retenus une deuxième occasion de se qualifier, il leur fera tous parvenir par écrit, la même journée, les raisons pour lesquelles ils ne se sont pas qualifiés au cours de la première vague.
- c) Les répondants qui ne se qualifient pas à la suite de la seconde vague de qualification effectuée par le Canada ne pourront pas participer aux étapes ultérieures du processus d'approvisionnement (ni être réévalués).
- d) En ce qui concerne les volets pour lesquels il y a un nombre suffisant de répondants qualifiés, le gouvernement du Canada peut décider, à sa discrétion, de passer aux étapes suivantes pendant qu'il procède à une seconde vague de qualification pour d'autres volets.

ANNEXE A – EXIGENCES DE QUALIFICATION

Remarque à l'intention des répondants : l'annexe A, Exigences de Qualification se trouve dans une pièce jointe distincte (L'Annexe A, Appendice 1 pour le volet 1 et L'Annexe A, Appendice 2 pour le volet 2).

On rappelle aux répondants qu'ils doivent lire et respecter la section 1.8(k) des Instructions uniformisées de SPC lorsqu'ils soumettent leur réponse à l'invitation à se qualifier.

Dans leur réponse à l'invitation à se qualifier, les répondants doivent faire la preuve de leur compréhension des exigences contenues dans l'invitation à se qualifier et expliquer comment ils répondront aux critères d'évaluation. Les répondants doivent, de manière claire, précise et approfondie, démontrer leur capacité et décrire leur approche relativement à l'exécution des travaux. La réponse doit être concise et traiter, notamment, mais non exclusivement, des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la réponse.

Pour faciliter l'évaluation de la réponse, le Canada demande que les répondants reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les répondants peuvent faire référence à différentes sections de leur réponse en indiquant le numéro du paragraphe et de la page où le sujet visé a déjà été traité.

ANNEXE B – PROCESSUS D'ÉVALUATION DE LA SÉCURITÉ DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DU FOURNISSEUR DE SERVICES D'INFONUAGIQUE

Remarque à l'intention des répondants: l'annexe B, Processus d'évaluation de la sécurité de l'information du fournisseur de services d'infonuagique, se trouve dans une pièce jointe distincte.

ANNEXE C – MODALITÉS COURANTES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Remarque à l'intention des répondants: SPC prévoit fournir la version provisoire de l'énoncé des exigences plus tard dans le processus de l'ISQ.

ANNEXE D – APERÇU DES SERVICES DE COURTAGE EN INFONUAGIQUE DE SERVICES PARTAGÉS CANADA

Remarque à l'intention des répondants: SPC prévoit fournir la version provisoire de l'énoncé des exigences plus tard dans le processus de l'ISQ.

ANNEXE E – DÉFINITIONS

Terme	Définition
Fournisseur de services d'infonuagique	Fournisseur qui assure les services décrits dans la définition de « services d'infonuagique » au moyen de divers modèles de service et de déploiement.
Autre Fournisseurs de services	<p>Une entité (qu'il s'agisse d'une ou de plusieurs personnes physiques, de sociétés, de partenariats, de sociétés à responsabilité limitée, etc.) qu'un fournisseur de services d'infonuagique juge autorisé à offrir et à exécuter des services d'infonuagique disponibles sur le marché.</p> <p>Un autre fournisseur de services d'infonuagique n'est pas un revendeur de services d'infonuagique.</p>
Revendeur de services d'infonuagique	<p>Une entité qui acquiert des services d'infonuagique auprès d'un fournisseur de services d'infonuagique pour les revendre sur le marché à ses clients. En générale, un revendeur de services d'infonuagique :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) fournit à ses clients des services de facturation et des rapports d'utilisation; b) donne à ses clients accès aux services d'infonuagique de son fournisseur de services d'infonuagique disponibles sur le marché; c) fournit à SPC accès au compte principal initiale; et d) n'a pas accès au compte principal d'un client ni au compte des locataires d'un client.
Accord sur les niveaux de service (ANS)	Contrat entre un fournisseur de services (interne ou externe) et l'utilisateur final qui définit le niveau de service attendu du fournisseur de service.
Infonuagique	<p>Modèle qui permet, de façon omniprésente, pratique et à la demande, l'accès réseau à un bassin partagé de ressources informatiques configurables (p. ex., réseaux, serveurs, stockage, applications et services) qui peuvent rapidement être fournies et mises à jour tout en exigeant très peu d'efforts de gestion ou de contacts avec le fournisseur de services.</p> <p>La définition est celle de l'Institute of Standards and Technology (NIST) et se trouve dans la publication spéciale SP 800-145 à l'adresse suivante :</p> <p>http://csrc.nist.gov/publications/PubsSPs.html#800-145</p>
Services d'infonuagique	Bassin partagé de modèles de services d' infonuagique configurables accessibles à tous les utilisateurs comme services rapides, sur demande, adaptables et en libre-service par Internet à partir de serveurs d'un fournisseur de services d'infonuagique, et non de serveurs dans les installations d'une entreprise.
Disponible sur le marc	Désigne un produit ou un service que le grand public peut se procurer aux fins d'utilisation ou de consommation.
Services	Désigne les services d'infonuagique disponibles sur le marché proposés par le fournisseur de services d'infonuagique.

ANNEXE F – FORMULAIRE DE PRÉSENTATION DE LA RÉPONSE

N° de l'invitation à se qualifier 32099 Formulaire de présentation de réponse (partie 1)			
Dénomination sociale complète du répondant <i>Dans le cas d'une coentreprise, veuillez nommer tous les membres.</i>			
Représentant autorisé du répondant aux fins d'évaluation <i>(p. ex., pour obtenir des précisions)</i>	Nom		
	Titre		
	Adresse		
	N° de téléphone		
	N° de télécopieur		
	Courriel		
Numéro d'entreprise – approvisionnement (NEA) du répondant <i>Veuillez consulter les instructions uniformisées de Services partagés Canada (SPC). À noter que le NEA donné doit correspondre à la dénomination sociale utilisée dans la réponse. Si ce n'est pas le cas, on associera le répondant à la dénomination sociale fournie plutôt qu'au NEA, mais le répondant devra fournir le NEA correspondant à sa dénomination sociale.</i>			
Fournisseur de services d'infonuagique proposé par le répondant			
Volet applicable de l'ISQ pour la réponse <i>Cochez chaque volet applicable</i>		Volet 1 <input type="checkbox"/> Volet 2 <input type="checkbox"/>	
Anciens fonctionnaires <i>Pour en savoir davantage, veuillez consulter l'article des instructions uniformisées de SPC intitulé « Ancien fonctionnaire ». S'il s'agit d'une réponse d'une coentreprise, veuillez fournir cette information pour chacun des membres.</i>	Le répondant est-il un ancien fonctionnaire recevant une pension selon la définition des instructions uniformisées de SPC? Si oui, veuillez fournir les renseignements requis à la section des instructions uniformisées de SPC intitulée « Ancien fonctionnaire ».		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
	Le répondant est-il un ancien fonctionnaire ayant reçu une somme forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? Si oui, veuillez fournir les renseignements requis à la section des instructions uniformisées de SPC intitulée « Ancien fonctionnaire ».		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
	Le répondant atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.		<input type="checkbox"/>
	Le répondant atteste qu'il est un employeur du secteur public.		<input type="checkbox"/>
Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation <i>Pour en savoir davantage, veuillez consulter la section des instructions uniformisées de SPC intitulée « Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi ». Veuillez cocher l'une des cases ou fournir l'information demandée. S'il s'agit d'une réponse d'une coentreprise, veuillez fournir cette information pour chacun des membres.</i>	Le répondant atteste qu'il est un employeur sous réglementation fédérale, assujéti à la Loi sur l'équité en matière d'emploi.		<input type="checkbox"/>
	Le répondant atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés (à temps plein, à temps partiel ou temporaires) au Canada.		<input type="checkbox"/>

N° de l'invitation à se qualifier 32099 Formulaire de présentation de réponse (partie 1)		
	Le répondant a un effectif combiné de 100 employés (à temps plein, à temps partiel ou temporaires) ou plus au Canada.	
	Le numéro de certificat est valide et à jour.	
	Le répondant atteste qu'il a présenté l'accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168) aux responsables du Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada.	
Langue de communication future dans le cadre du processus d'approvisionnement – <i>Veuillez indiquer le français ou l'anglais.</i>		
Province ou territoire canadien visé par la demande selon les lois en vigueur		
Niveau de cote de sécurité du répondant <i>Vérifiez que la cote de sécurité correspond à la dénomination sociale du répondant. Si ce n'est pas le cas, la cote de sécurité n'est pas valide pour le répondant.</i>	Cote de sécurité	
	Date d'attribution	
	Entité émettrice (Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Gendarmerie royale du Canada, etc.)	
	Dénomination sociale de l'entité à qui la cote de sécurité a été attribuée	
<p>En apposant ma signature ci-dessous, je confirme, au nom du répondant, que j'ai lu l'invitation à se qualifier en entier, y compris les documents intégrés par renvoi. J'atteste également ceci :</p> <ol style="list-style-type: none"> le répondant considère qu'il possède les compétences et qu'il offre des produits répondant aux exigences obligatoires décrites dans l'ISQ; tous les renseignements fournis sont exacts, véridiques et complets; le répondant accepte de se conformer à toutes les modalités et conditions de la présente ISQ, documents intégrés par renvoi compris. 		
Signature du représentant autorisé du répondant		

ANNEXE G – FORMULAIRE DE VÉRIFICATION DE L'INTÉGRITÉ

N° de l'invitation à se qualifier 32099 Formulaire de vérification de l'intégrité	
Dénomination sociale complète du répondant	
Addressee du répondant	
Numéro d'entreprise – approvisionnement (NEA) du répondant	
Conseil d'administration <i>Prière d'utiliser le format prénom et nom de famille. Prière d'ajouter des lignes pour les administrateurs au besoin.</i>	
Dénomination sociale complète du répondant	
Adresse du répondant	
Numéro d'entreprise – approvisionnement (NEA) du répondant	
1. Directeur	
2. Directeur	
3. Directeur	
4. Directeur	
5. Directeur	
6. Directeur	
7. Directeur	
8. Directeur	
9. Directeur	
10. Directeur	